



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHE D'ACHAT DE FOURNITURES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE n° 2025-8600-006

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison des équipements de protection individuelle des personnels employés par la Direction Territoriale Grand Est de l'Office National des Forêts.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction territoriale Grand Est
14 rue du Maréchal Juin
67000 STRASBOURG

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Mme Valérie METRICH-HECQUET, Directrice générale de l'Office National des Forêts.

SOMMAIRE

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN	1
(PASSE EN APPLICATION DES ARTICLES L.2113-10 ET R.2113-1, L.2124-2 ET R.2124-2, R.2161-2 A R.2161-5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	1
1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	3
1.1. POUVOIR ADJUDICATEUR	3
1.2. SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ADMINISTRATIF OU TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS	3
1.3. PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES)	3
2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES	3
2.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
2.2. PROCEDURE	3
2.3. CLASSIFICATION CPV	3
3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE	4
3.1. FORME DE L'ACCORD-CADRE	4
3.1.1. <i>Décomposition en lots</i>	4
3.1.2. <i>Modalités d'attribution de l'accord-cadre</i>	5
3.2. VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	6
3.3. PRESTATIONS SIMILAIRES	6
4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE	6
5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	6
5.1 PRESTATIONS SIMILAIRES	6
5.2 NATURE DES PRESTATIONS	7
5.3 LIEUX ET MODALITES DE LIVRAISON	7
5.4 DELAIS DE LIVRAISON	7
5.5 ELEMENTS COMPLEMENTAIRES	8
6 CLAUSE D'EVOLUTION TECHNIQUE DES PRODUITS	8
7 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	8
7.1. UNITE MONETAIRE	8
7.2. FORME ET CONTENU DES PRIX	8
7.2.1. <i>Nature des prix</i>	8
7.2.2. <i>Contenu des prix</i>	9
7.3. VARIATION DANS LES PRIX	9
7.1. MODIFICATION DANS LA MASSE DES PRESTATIONS	9
7.2. MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	10
7.2.1. <i>Acomptes</i>	10
7.2.2. <i>Facturation</i>	10
7.2.3. <i>Transmission des factures</i>	10
7.2.4. <i>Délai global de paiement</i>	10
7.2.5. <i>Nantissement ou cession de créance</i>	11
8 PENALITES	11
8.1. MODALITES DE RETARD DE LIVRAISON	11
8.2. PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE	11
9 DROIT, LANGUE	11
10 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	12
10.1. TRAVAILLEURS ETRANGERS	12
10.2. TRAVAIL CLANDESTIN	12
10.3. TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES	12
10.4. PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	12

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office national des forêts, Direction territoriale Grand-Est, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 03798 dont le siège est Strasbourg.

1.2. Service auprès duquel des renseignements d'ordre juridique, administratif ou technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre **juridique ou administratif** est :

Service Achats EST

Cité Administrative – 14 rue du Maréchal Juin – 67000 Strasbourg

Téléphone : 03.88.76.81.82 – Email : achats.ge-est@onf.fr

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre **technique** est :

Mme Tiffany BONNET

Cité Administrative – 14 rue du Maréchal Juin – 67000 Strasbourg

Téléphone : 06.23.24.61.51 - Email : tiffany.bonnet@onf.fr

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements est :

Mme Christine SCHMITT, Agent comptable secondaire

Cité administrative - 14 rue du Maréchal Juin

CS 50016 - 67084 STRASBOURG cedex

Téléphone 06 23 24 61 59 – Email : christine.schmitt@onf.fr

2 OBJET – DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Objet de l'accord-cadre

Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison des équipements de protection individuelle des personnels employés par la Direction Territoriale Grand Est de l'Office National des Forêts.

Ces EPI doivent obligatoirement avoir le marquage CE qui atteste de leur conformité aux exigences essentielles du règlement (UE) 2016/425 du 9 mars 2016.

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services.

2.2. Procédure

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert européen passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Sur toute la durée du marché, tous lots confondus, le montant maximale de commande ne pourra en aucun cas dépasser le seuil du signataire c'est-à-dire 9 000 000 € HT.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

18100000-0	Vêtements professionnels, vêtements de travail spéciaux et accessoires.
------------	---

3 CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes en application des articles L.2162-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

3.1.1. Décomposition en lots

La consultation est constituée de 25 lots séparés :

Lots	Objet	Quantité annuelle minimale	Quantité annuelle maximale
Lot 1 Chaussures anti-coupure plaine	Chaussures anti-coupure plaine	50	800
Lot 2 Chaussures anti-coupure montagne souple	Chaussures anti-coupure montagne souple	100	900
Lot 3 Chaussures anti-coupure montagne rigide	Chaussures anti-coupure montagne rigide	100	1100
Lot 4 Chaussures de sécurité basses / chauffeurs / atelier	Chaussures de sécurité basses / chauffeurs / atelier	100	800
Lot 5 Chaussures de sécurité haute souple	Chaussures de sécurité haute souple	100	900
Lot 6 Chaussures de sécurité haute rigide	Chaussures de sécurité haute rigide	150	1100
Lot 7 Bottes et accessoires	Bottes de sécurité anti-coupure	10	300
	Bottes de sécurité	20	500
	Chaussons de botte	20	500
	Demi-bottes de sécurité	20	500
	Crampons forestier	20	300
Lot 8 Chaussures de sécurité femme	Chaussures de sécurité femme	5	500
Lot 9 Protection des membres inférieurs	Pantalon anti-coupure + grimpeurs	600	2500
	Pantalon de débroussaillage	20	1500
	Jambière anti-coupure	20	700
	Pantalon de travail / chenilles	100	2500
	Bretelles réglables	200	1500
Lot 10 Vêtements de protection contre la chenille processionnaire	Pantalon anti-coupure chenilles	20	2500
	Veste chenilles	20	1000
Lot 11 Equipement de protection contre la ronce et l'humidité	Guêtres	50	1000
	Cuissard étanche	50	1000
Lot 12 Gants tactiles	Gants hiver tactiles	500	6000
	Gants fin tactiles	500	6000
Lot 13 Gants non tactiles	Gants fin non tactiles / plantation	200	4000
	Gants hiver non tactiles	200	2000
Lot 14 Gants risques spécifiques	Gants protection mécaniques 3/4 enduit	20	2000
	Gants nitriles	10	1000
	Gants de protection pour ramassage de déchet	10	1000
Lot 15 Gants de manutention	Gants cuir lisse	1000	5000
	Gants cuir/élastique	1000	5000
Lot 16 Gants techniques bucheronnage	Gants techniques bucheron	300	3000
Lot 17 Gants techniques débardage	Gants de débardage	10	400
Lot 18 Equipements jetables	Masque FFP2 anti-poussière	50	2000
	Cagoule	20	500
	Combinaison	20	500
	Gants d'atelier à usage unique	50	2000
	Gants polyéthylène à usage unique	50	5000
Lot 19 Vêtements techniques extérieurs	Veste technique forestière	50	1500
	Veste hiver	50	1500
	Tee-shirt technique manche longue sans flocage	200	2500
Lot 20 Vêtements de pluie	Veste de pluie	50	1000
	Pantalon de pluie	50	1000

Lot 21 Autres effets	Lunettes non teintées	50	4000
	Lunettes jaunes	50	3000
	Lunettes teintées	50	3000
	Gilet de signalisation haute visibilité avec flocage ONF ou COFOR Alsace	50	1500
	Tee-shirt avec flocage ONF ou commune forestière	600	4000
	Tee-shirt	20	300
	Masque à cartouche	10	500
	Cartouche pour masque respiratoire	10	500
	Combinaison de travail	10	400
Lot 22 Casque forestier et accessoires	Casque forestier complet	150	1500
	Coquille	20	1500
	Coquille bucheronnage renforcée	20	1500
	Bandeau	20	1500
	Visière	50	1500
	Kit hygiène	50	1500
	Protège nuque	20	1500
	Ensemble anti bruit/visière	20	1500
		20	800
Lot 23 Protection de la tête (personnels hors ouvrier forestier)	Casque de chantier	50	2500
	Coquilles anti bruit casque de chantier	10	1500
	Jugulaire	5	1500
	Bouchons d'oreilles	10	1500
	Ensemble coquilles anti-bruit sur serre-tête (casque passif)	10	800
Lot 24 EPI Chasse	Tablier PVC	5	300
	Tablier de protection métallique	5	300
	Gants de protection métallique	5	300
	Gants hiver porteur d'arme	5	1500
Lot 25 Produits d'entretien	Imperméabilisant	5	2500
	Désinfectant	5	2500
	Cire de protection	5	2500

Les quantités minimums sont indiquées à titre d'information et n'engagent en rien l'ONF.

3.1.2. Modalités d'attribution de l'accord-cadre

Chaque lot est attribué à un ou plusieurs soumissionnaires selon la répartition suivante :

N° du lot	Nombre d'attributaires retenus
Lot 1	2
Lot 2	2
Lot 3	2
Lot 4	2
Lot 5	2
Lot 6	2
Lot 7	2
Lot 8	2
Lot 9	2
Lot 10	1
Lot 11	1
Lot 12	1
Lot 13	1
Lot 14	1
Lot 15	1
Lot 16	1
Lot 17	1
Lot 18	1
Lot 19	1
Lot 20	2
Lot 21	1
Lot 22	1
Lot 23	1
Lot 24	1
Lot 25	1

3.2. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le marché prévoit 21 prestations supplémentaires éventuelles, définies comme suit :

- Lot 1 : Chaussures anti-coupures plaine : 3 PSE
- Lot 2 : Chaussures anti-coupures montagne souple : 3 PSE
- Lot 3 : Chaussures anti-coupures montagne rigide : 3 PSE
- Lot 4 : Chaussures de sécurité basses / chauffeurs / atelier : 3 PSE
- Lot 5 : Chaussures de sécurité hautes souples : 3 PSE
- Lot 6 : Chaussures de sécurité hautes rigides : 3 PSE
- Lot 19 : Vêtements techniques extérieurs : 1 PSE
- Lot 22 : Casque forestier et accessoires : 2 PSE

Chaque proposition sera présentée directement sur le Bordereau des Prix Unitaires, sur la ligne prévue à cet effet et intitulée « PSE ». Les candidats auront l'obligation de répondre aux PSE, cependant le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de donner suite ou non à ceux-ci.

Les variantes sont autorisées uniquement pour les articles suivants :

- Lot 9 : Protection des membres inférieurs
- Lot 20 : Vêtements de pluie
- Lot 22 : Casque forestier et accessoires
- Lot 23 : Protection de la tête (personnels hors ouvrier forestier)

Une seule variante pour chacun des articles cités ci-dessus sera autorisée. Chaque proposition sera présentée directement sur le Bordereau des Prix Unitaires, sur la ligne prévue à cet effet et intitulée « Variante ». Le candidat n'a pas l'obligation de proposer une variante.

3.3. Prestations similaires

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement et le Bordereau des Prix Unitaires au présent marché pour chaque lot ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), dont les exemplaires originaux, conservé dans les archives de l'ONF, font seule foi ;
- L'annexe 1 « Adresses livraison EPI »
- Les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre ;

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE **Passation des commandes**

Les commandes sont passées au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire.

Aucune livraison ne doit être effectuée sans bon de commande.

Chaque bon de commande indique :

- l'identification des contractants ;
- la référence du présent marché : 2025-8600-006 ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- la désignation des fournitures ;
- leur quantité attendue ;
- le montant H.T. ;

- le(s) lieu(x) de livraison ;
- les dates de livraisons.

Les bons de commande sont adressés par courriel au titulaire, l'accusé de réception servant de point de départ au délai d'exécution des prestations

Si, dans un délai de 48 heures à compter de la date d'envoi du bon de commande au titulaire, l'ONF n'a pas reçu de réserve de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande.

Les bons de commande, signés par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre. Les commandes émises en fin de marché pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des commandes sera de 2 mois.

5.2 Nature des prestations

Conformément à l'article 20.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures les risques afférents au transport ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement incombent au titulaire du marché.

Les fournitures doivent être livrées convenablement emballées par le titulaire de manière à ce que les marchandises puissent supporter, sans dommage, les risques inhérents au transport.

Le nom du réceptionnaire indiqué sur le bon de commande devra impérativement apparaître sur le colis.

Le titulaire est tenu de transmettre les consignes de livraison aux prestataires qui effectueront pour son compte la livraison et de prévoir le personnel nécessaire pour son exécution.

En cas d'échange, de retour d'un ou de plusieurs articles, le titulaire prend à sa charge les frais de transport conformément aux dispositions de l'article 5.3 du présent cahier.

Le titulaire prend à sa charge les taxes et assurances afférentes

5.3 Lieux et modalités de livraison

Les livraisons doivent être effectuées pendant les jours et heures ouvrés, soit du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, sauf indication contraire portée dans le bon de commande.

Pour que la livraison soit acceptée les colis devront être déposés en présence d'un agent de l'ONF, à l'intérieur des locaux et à l'abri des intempéries. Le non-respect de cette clause dégage l'ONF de toute responsabilité concernant la marchandise livrée.

La vérification quantitative portera sur le nombre d'éléments. En cas de livraison incomplète, celle-ci devra être complétée dans les 15 jours calendaires suivant le jour de la vérification.

La vérification qualitative portera sur la conformité des fournitures par rapport aux prescriptions techniques stipulées ainsi que la qualité technique apparente des fournitures livrées. En cas de non-conformité des fournitures livrées ou de fournitures défectueuses, celles-ci devront être remplacées dans les 15 jours calendaires suivant le jour de la vérification.

Toute livraison effectuée dans un lieu différent de celui indiqué dans le bon de commande sera considéré comme non réceptionné.

5.4 Délais de livraison

Le délai de livraison de chaque lot sera proposé par le candidat dans son offre au travers du BPU. Le candidat s'astreindra à respecter le délai **de livraison indiqué sur le bon de commande**.

Celui-ci ne pourra toutefois pas excéder 10 semaines, hormis pour certaines commandes transmises au mois de mai indiquant une livraison entre le 15 et 30 septembre.

Le délai de livraison sera réduit à 5 semaines pour les commandes faites à destination du stock EPI de Schirmeck ou de Nancy.

Le délai de livraison débutera à compter de la réception du bon de commande.

5.5 Eléments complémentaires

Les titulaires des lots devront dans un délai de 15 jours après la date de notification fournir à l'ONF, dans un fichier informatique au format .csv les éléments suivants :

- Code barre des produits
- Prix
- Désignation du marché
- Nom commercial du produit

6 CLAUSE D'EVOLUTION TECHNIQUE DES PRODUITS

Si durant l'exécution du présent accord-cadre, l'article référencé subit une évolution technique, d'origine réglementaire ou non, conduisant à l'interruption de la production du modèle initialement retenu et donc son indisponibilité, le titulaire peut proposer un article en remplacement. De la même façon, s'il s'avère qu'un produit de meilleure qualité et/ou augmentant la sécurité des utilisateurs est mis en production, l'article référencé peut être modifié.

Les modifications techniques devront respecter au mieux les spécifications techniques de l'accord-cadre, nécessitant une acceptation préalable et écrite de l'ONF.

Par courrier, le titulaire devra adresser à l'ONF, dans un délai de trois mois avant la fin de production de l'article concerné, un dossier comprenant :

- Un justificatif d'obsolescence du produit rendant indisponible le maintien de la production de l'article référencé dans le présent accord-cadre ;
- Les spécifications techniques du produit proposé en remplacement ;
- Les différences techniques entre le produit remplacé et le nouveau produit proposé ;
- Son coût unitaire hors taxes, les évolutions techniques ne devront pas entraîner une hausse du coût unitaire du produit de plus de 10% ;
- La date de mise à disposition du produit remplaçant.
- Un échantillon du produit proposé fourni à titre gratuit

Dans un délai d'un mois à compter de la réception du dossier, l'ONF transmettra par courrier sa décision au titulaire d'accepter ou non le produit remplaçant proposé.

L'acceptation écrite vaudra application à la date de mise à disposition indiquée dans le dossier de remplacement sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant aux spécifications techniques.

7 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

7.1. Unité monétaire

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

7.2. Forme et contenu des prix

7.2.1. Nature des prix

Le présent marché est traité à prix unitaire.

Le prix est fixé dans le Bordereau des Prix Unitaires du titulaire.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées, le prix unitaire figurant au Bordereau des Prix Unitaires.

7.2.2. Contenu des prix

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre :

- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.
- La manutention, le conditionnement, l'emballage et le transport mais également les frais dus au retour de marchandise pour échange

7.3. Variation dans les prix

Les prix sont révisibles suivant la formule suivante :

$P = P_o [0,15 + 0,85 (0,5 \cdot S1/S_o + 0,5 \cdot C1/C_o)]$,

P = prix HT révisé pour la période de reconduction proposée,

Po = prix HT de base du marché mentionné sur l'acte d'engagement,

Les indices S et C sont les indices publiés sur le site Internet de l'INSEE.

S= Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés – Identifiant 001565185.

C = Indice mensuel de prix de production – Articles d'habillement, marché français - Identifiant 010764346

La valeur des indices de révision (S1, C1) est la dernière valeur publiée de chacun de ces indices au jour de la révision.

La valeur des indices de base (So, Co) est celle des mêmes indices un an auparavant.

Les prix révisés ainsi calculés seront arrondis à 2 décimales selon les règles d'usage (à la valeur inférieure si le dernier chiffre obtenu est compris entre 0 et 4, à la valeur supérieure s'il est compris entre 5 et 9). Ils ne s'appliquent qu'aux fournitures commandées pour la période de reconduction concernée.

Cette révision est réalisée à la demande du fournisseur 2 mois avant la date anniversaire du marché, à défaut le titulaire est réputé y avoir renoncé.

7.1. Modification dans la masse des prestations

Dans le cas où des prestations autres que celles prévues dans le bordereau des prix unitaires s'avèreraient nécessaires :

- Soit les nouveaux prix seront créés par assimilation à ceux existants et aux mêmes conditions que celles de l'offre de base.

Dans le cas où ces prestations ne pourraient faire l'objet d'une telle assimilation, le titulaire devra proposer, avec justifications détaillées et devis à l'appui, ses nouveaux prix au pouvoir adjudicateur. Après contrôle, les parties arrêteront définitivement les nouveaux prix aux mêmes conditions que celle de l'offre de base. Les nouveaux prix pourront servir de base à la facturation d'autres prestations futures similaires.

- Soit par application des prix du ou des catalogues / tarifs publics applicables à l'ensemble de la clientèle, se rapportant aux prestations objet de l'accord-cadre et affectés du/des taux de remise porté/s à l'acte d'engagement.

Les nouveaux prix seront établis à valeur du mois d'établissement des prix de l'accord-cadre, et subiront les mêmes variations que les prix initiaux.

Le bordereau des prix unitaires sera éventuellement modifié en conséquence.

Limitation : Ces nouveaux prix ne pourront être créés que de manière exceptionnelle dans la limite de 10% du total de nombre de lignes apparaissant au BPU.

7.2. Modalités essentielles de paiement

7.2.1. Acomptes

Sans objet.

7.2.2. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée** dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché : 2025-8600-006 ;
- les références du bon de commande afférent
- le nom du service destinataire ;
- le SIRET du titulaire
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Identification et engagement du candidat » de l'acte d'engagement.

7.2.3. Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro d'engagement juridique :
Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 450XXXXXXX ou 470XXXXXXX.
- Numéro d'identification :
662043116 03798, SIRET mentionné sur le bon de commande.

7.2.4. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

7.2.5. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

8 PENALITES

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

8.1 Modalités de retard de livraison

Conformément à l'article 14.1.1 du CCAG FCS et lorsque les délais contractuels (**indiqués dans le BPU**) sont dépassés le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

dans laquelle:

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 50 € pour l'ensemble du marché.

Si les retards se prolongent au-delà de 30 jours ouvrés, le pouvoir adjudicateur peut annuler la commande relative à la prestation non réalisée. L'annulation de la commande ne fait pas obstacle à l'application des pénalités de retard.

8.2 Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant de l'accord-cadre.

9 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du code de la commande publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, en tant que de besoin, le titulaire désignera un correspondant parlant français.

Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

10 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

10.1 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

10.2 Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

10.3 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

10.4 Pièces et attestations à fournir

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr